

Sarkozy et sa majorité se divisent sur la manière d'imposer les plus riches

■ Taxer les œuvres d'art, surtaxer les très hauts revenus : la réforme de l'ISF, en débat à partir de lundi 6 juin à l'Assemblée nationale, oppose certains élus UMP au président de la République

Accord sur le constat. Divergence sur la stratégie. Alors que l'Assemblée nationale devait entamer, lundi 6 juin, l'examen du projet de loi allégeant l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et supprimant le bouclier fiscal, le gouvernement et une partie de sa majorité se divisent sur un sujet connexe, mais pas si éloigné que cela : comment faire participer les très hauts revenus à la réduction des déficits publics ?

L'exécutif, tout comme un certain nombre d'élus de droite, considère qu'il faut « marquer le

coup », alors que les rémunérations des patrons du CAC 40 ont encore augmenté de 24 % en 2010. A l'Élysée, on s'émeut de l'effet suscité par ces hausses, notamment sur les classes moyennes, alors que l'ensemble des salaires augmentent très faiblement. Pour la même raison, certains parlementaires UMP considèrent qu'il y a urgence à donner « un signal de justice sociale » à l'approche de l'élection présidentielle de 2012.

Plusieurs élus, dont le député (UMP) Michel Piron, préconisent la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu pour les très

hauts revenus. Ils en feront la proposition lors de l'examen du projet de loi sur l'ISF, craignant que cette réforme soit perçue comme « un nouveau cadeau aux riches ». Le gouvernement y est hostile. Il veut repousser le débat sur les très hauts revenus à l'automne, lors de l'examen du projet de budget 2012. Et plutôt que de taxer les bénéficiaires de très hauts revenus, il préférerait « désinciter » les entreprises à leur verser de fortes rémunérations.

Philippe Le Cœur et Patrick Roger
► Lire la suite page 13



« Le Monde Economie »

► L'Allemagne est prête pour sortir du nucléaire. **Supplément**
► Les Français critiquent la politique énergétique. **P. 12**

Affaire DSK : les scénarios de la procédure judiciaire

Justice Dominique Strauss-Kahn devait comparaître, lundi 6 juin, devant le tribunal de Manhattan. « Le Monde » décrypte les rouages de la justice américaine et les enjeux de cette audience. **L'œil du Monde p. 8-9**

La leçon des élections législatives au Portugal

Lors de chaque élection, c'est la sanction, ou presque. Les Européens sont d'humeur électorale fébrile. Qu'ils soient de gauche ou de droite, peu importe : les dirigeants « sortants » ne sont pas à la fête. Ils partent avec un handicap. Ils subissent une désaffection croissante des électeurs pour les grands partis de gouvernement. C'est inquiétant.

Le Portugais José Socrates vient d'en faire l'expérience. Au pouvoir depuis 2005, le chef du gouvernement socialiste a essuyé une sévère défaite lors des élections législatives du dimanche 5 juin. La droite l'emporte sans discussion, menée par le Parti social-démocrate (PSD, centre droit) de Pedro Passos Coelho.

Celui-ci formera le prochain gouvernement et, avec l'appui d'une petite formation de droite, le CDS-PP, disposera d'une écrasante

majorité à la Chambre des députés. M. Socrates est victime d'une manière d'usure du pouvoir plus que d'un désaveu d'ordre programmatique.

Editorial

Car M. Passos Coelho s'est fait le porte-parole d'une politique d'austérité et de réformes encore plus drastique que celle défendue par M. Socrates. Il s'agit de satisfaire aux demandes de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI), venus en aide au Portugal – un prêt de 78 milliards d'euros sur trois ans – pour l'aider à faire face à un endettement public substantiel.

Le futur premier ministre a donné des gages. Il s'est dit prêt à aller au-delà de ce qui est demandé à Lisbonne : plus de privatisations,

plus d'austérité budgétaire. Mais là n'est pas la principale leçon des élections portugaises. Elle réside dans un taux d'abstention historique, comme le Portugal n'en a jamais connu en quarante ans de sa jeune vie démocratique.

Près de 41 % des Portugais ne sont pas allés voter. Qu'ils aient choisi la plage, la campagne ou les terrasses de café du pays, le résultat est là : une désaffection politique massive. Elle explique assurément la défaite subie par le Parti socialiste. Mais elle n'est pas que cela. Elle est le reflet d'un phénomène plus large en Europe. Municipales en Espagne et en Italie (ce printemps), législatives en Irlande (en mars), régionales en Allemagne, cantonales en France : partout, les sortants sont malmenés. Pourquoi ?

Une première explication, rassurante, serait d'ordre conjoncturel. Les électeurs vivent mal cette

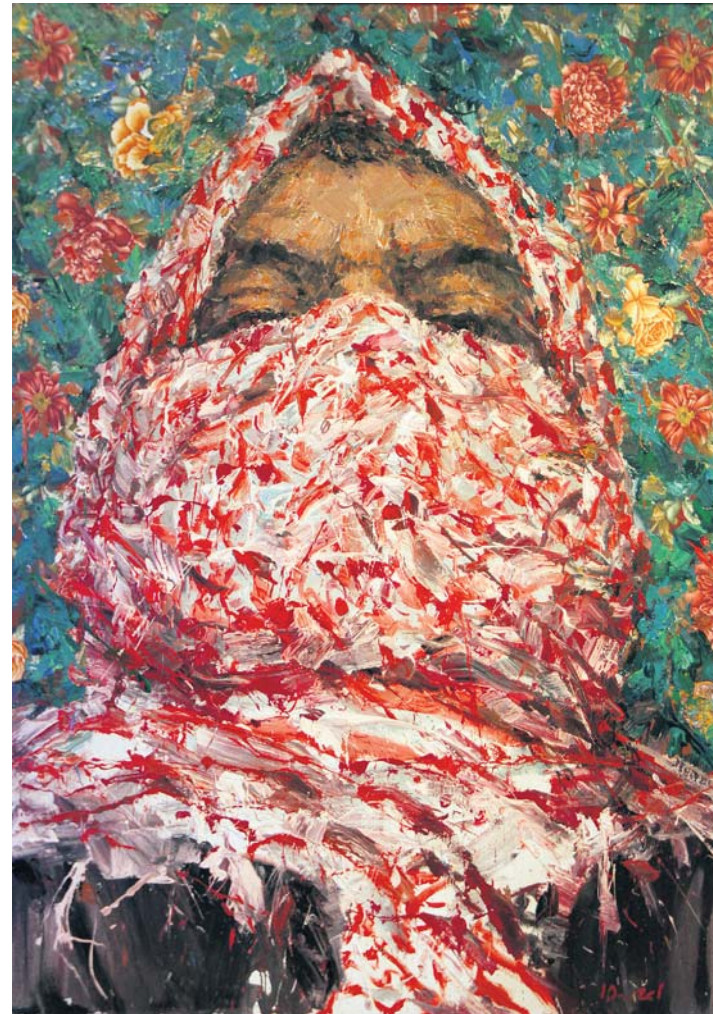
sortie de crise. C'est vrai dans la zone euro comme ailleurs au sein de l'UE. Ils vivent mal une reprise un peu faible et peu créatrice d'emplois. Le chômage reste massif chez les jeunes Européens. Et l'heure est à l'austérité – naturellement peu populaire...

Une seconde explication, plus grave celle-là, tiendrait à une crise profonde de la démocratie représentative. Sentiment d'une absence de vrai choix politique, indifférence à l'adresse de la sphère publique, émiettement sociétal : tout concourrait au désaveu ainsi exprimé pour l'expression politique traditionnelle. Si c'est vrai, il faut combattre ce désenchantement. Cela suppose que les « politiques » entendent ce que disent les abstentionnistes et autres « indignados ». ■

Lire nos informations page 10

Révolutions arabes : l'intuition des artistes

■ L'actualité résonne à la Biennale de Venise



« Al Maw'oud' », peinture d'Ayman Baalbaki. NABIL MONZER/CORBIS

La Biennale d'art contemporain de Venise, l'exposition « L'avenir d'une promesse » fait surgir un regard prémonitoire sur les révolutions arabes. Vingt-deux artistes du Moyen-Orient y livrent une mise en forme visuelle du politique : fedayin peint en style pop, mappemonde tournant à une allure folle...

Les révoltes arabes se poursuivent, malgré une répression sanglante. En Syrie, la contestation s'est étendue à la ville d'Hama, où les forces de l'ordre ont ouvert le

feu sur les manifestants. L'hospitalisation en Arabie saoudite, samedi 4 juin, du président yéménite, Ali Abdallah Saleh, pourrait marquer un tournant majeur dans la révolution qui agite le Yémen depuis quatre mois. Pour les opposants, ce départ forcé correspond à « un jour historique pour tout le peuple. Nous n'accepterons pas le retour de Saleh ». Pour l'heure, c'est Abd Rabbo Mansour Haddi, le vice-président, qui assure la présidence par intérim. ■

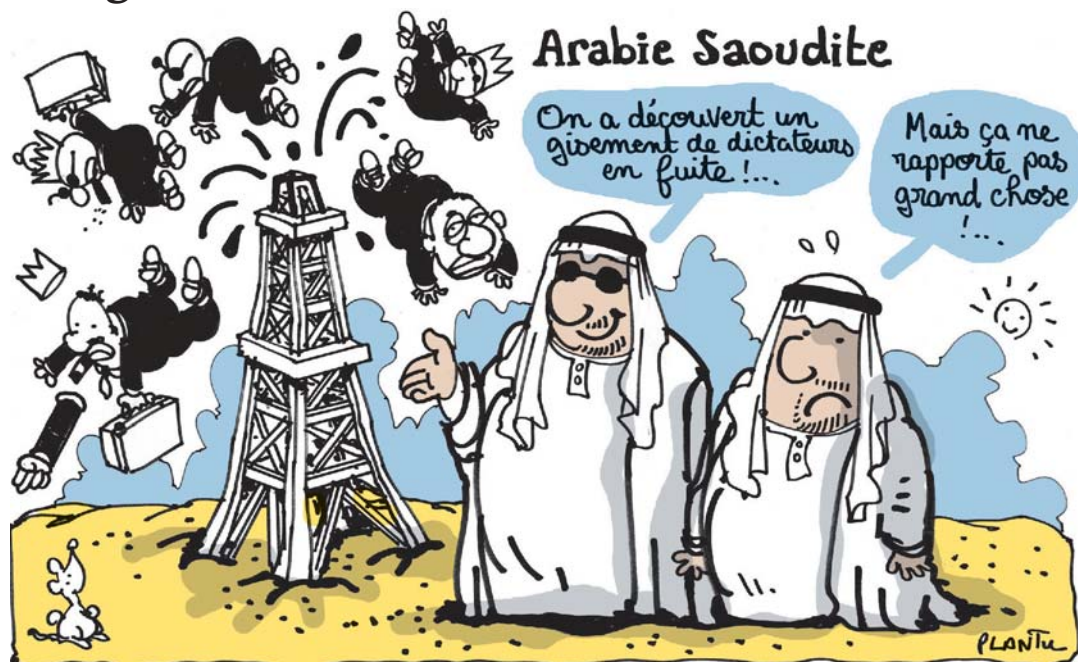
Lire pages 4, 5 et 24

Page trois

Jamel et Timsit, entre humour et colère

Pour la première édition du festival international d'humour Le Marrakech du rire, Jamel Debbouze et Patrick Timsit évoquent, dans un entretien croisé au Monde, leur vision de l'actualité et de la politique. ■

Le regard de Plantu



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.